

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Mont-Saint-Hilaire

Code géographique : 57035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Carmel Contant Ca, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Mont-Saint-Hilaire pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-05-30

Signature



Dernière modification : 2011-05-30 14:05:37

Réservé au ministère

92 193 928	10 772 050	19 737 656	1,0774
------------	------------	------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Mont-Saint-Hilaire et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Mont-Saint-Hilaire et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Mont-Saint-Hilaire inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,23 et 25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Comptables agréés

Par: Robert Brunelle, CA Auditeur
MontréalDATE 2011-05-30

Dernière modification : 2011-05-30 14:05:37

Réservé au ministère

92 193 928	10 772 050	19 737 656	1,0774
------------	------------	------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-05-30 14:05:37

Réservé au ministère

92 193 928	10 772 050	19 737 656	1,0774
------------	------------	------------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	19 830 823	20 971 600	21 286 163			21 219 643
Paiements tenant lieu de taxes	2	444 530	444 800	445 345			445 345
Quotes-parts	3					5 483 658	
Transferts	4	619 540	705 300	781 264		690 505	1 471 769
Services rendus	5	1 446 151	1 635 300	1 524 755		1 336 661	2 859 935
Imposition de droits	6	1 678 899	1 187 100	2 181 680			2 181 680
Amendes et pénalités	7	414 772	207 300	408 538		446 450	854 988
Intérêts	8	190 227	141 300	189 490		16 204	205 694
Autres revenus	9	198 119	2 600	170 754		189 516	360 270
	10	24 823 061	25 295 300	26 987 989		8 162 994	29 599 324
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12					22 320	22 320
Transferts	13	1 810 354	3 773 000	5 585 830		1 761	5 587 591
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	394 368	1 517 000	4 879 367			4 879 367
Autres	15	85 297		52 460			52 460
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	2 290 019	5 290 000	10 517 657		24 081	10 541 738
	18	27 113 080	30 585 300	37 505 646		8 187 075	40 141 062
Charges							
Administration générale	19	3 044 273	3 175 100	3 023 338	70 819	458 188	3 094 157
Sécurité publique	20	3 463 425	3 557 700	3 645 651	97 940	2 962 177	4 213 826
Transport	21	3 417 939	3 874 700	3 727 666	1 369 614	2 984 108	7 065 109
Hygiène du milieu	22	4 409 415	5 167 500	4 996 567	1 332 892	1 942 504	6 686 713
Santé et bien-être	23	190 851	196 500	224 770			224 770
Aménagement, urbanisme et développement	24	818 549	785 500	863 863	17 593		881 456
Loisirs et culture	25	4 138 849	4 618 000	4 411 203	839 066		5 250 269
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 839 735	1 730 600	1 749 900		202 812	1 952 712
Amortissement des immobilisations	28	3 613 441	3 610 200	3 727 924	(3 727 924)		
	29	24 936 477	26 715 800	26 370 882		8 549 789	29 369 012
Excédent (déficit) de l'exercice	30	2 176 603	3 869 500	11 134 764		(362 714)	10 772 050

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 176 603		3 869 500		11 134 764	(362 714)	10 772 050
Moins: revenus d'investissement	2	(2 290 019 )	(	5 290 000 )	(	10 517 657)	(24 081)	(10 541 738)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(113 416)		(1 420 500)		617 107	(386 795)	230 312
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	3 613 441		3 610 200		3 727 924	1 032 550	4 760 474
Produit de cession	5	230 100				69 200	3 577	72 777
(Gain) perte sur cession	6	(28 188)		29 300		7 192	145	7 337
Réduction de valeur	7							
	8	3 815 353		3 639 500		3 804 316	1 036 272	4 840 588
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur	10							
	11							
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	22 783				82 716		82 716
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 270 456 )	(	2 273 900 )	(	2 274 055)	(321 064)	(2 595 119)
	18	(2 247 673)		(2 273 900)		(2 191 339)	(321 064)	(2 512 403)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(198 927 )	(	59 400 )	(	213 425)	(47 408)	(260 833)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	11 489		100 000		100 000	30 043	130 043
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	(382 320)				(411 075)	6 812	(404 263)
Montant à pourvoir dans le futur	22	(1 473)		14 300		(15 411)	(35 921)	(51 332)
Financement des investissements en cours	23							
	24	(571 231)		54 900		(539 911)	(46 474)	(586 385)
	25	996 449		1 420 500		1 073 066	668 734	1 741 800
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	883 033				1 690 173	281 939	1 972 112

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	2 290 019	5 290 000	10 517 657	24 081	10 541 738
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(263 724)	(1 118 000)	(306 253)	(10 853)	(317 106)
Sécurité publique	3	(97 295)	(657 000)	(668 974)	(50 217)	(719 191)
Transport	4	(1 293 288)	(3 128 400)	(5 570 719)	(61 698)	(5 632 417)
Hygiène du milieu	5	(915 580)	(3 734 200)	(7 470 163)	(22 320)	(7 492 483)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(34 719)	(15 000)	(15 624)	()	(15 624)
Loisirs et culture	8	(3 562 089)	(4 149 400)	(2 608 568)	()	(2 608 568)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(6 166 695)	(12 802 000)	(16 640 301)	(145 088)	(16 785 389)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 676 194	5 671 000	4 876 171	30 618	4 906 789
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	198 927	59 400	213 425	47 408	260 833
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 195 664	1 105 600	210 210		210 210
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	524 897	676 000	358 255	23 964	382 219
	17	1 919 488	1 841 000	781 890	71 372	853 262
	18	(2 571 013)	(5 290 000)	(10 982 240)	(43 098)	(11 025 338)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	(280 994)		(464 583)	(19 017)	(483 600)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 176 603	3 869 500	11 134 764	(362 714)	10 772 050		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(6 166 695)	(12 802 000)	(16 640 301)	(145 088)	(16 785 389)		
Produit de cession	3	230 100		69 200	3 577	72 777		
Amortissement	4	3 613 441	3 610 200	3 727 924	1 032 550	4 760 474		
(Gain) perte sur cession	5	(28 188)	29 300	7 192	145	7 337		
Réduction de valeur	6							
	7	(2 351 342)	(9 162 500)	(12 835 985)	891 184	(11 944 801)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	8 853			2 951	2 951		
Variation des autres actifs non financiers	10	19 040		(10 022)	(12 002)	(22 024)		
	11	27 893		(10 022)	(9 051)	(19 073)		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(146 846)	(5 293 000)	(1 711 243)	519 419	(1 191 824)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(31 614 872)		(32 098 898)	(3 035 545)	(35 134 443)		
Redressement aux exercices antérieurs	14			337 180		337 180		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(31 614 872)		(31 761 718)	(3 035 545)	(34 797 263)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(31 761 718)		(33 472 961)	(2 516 126)	(35 989 087)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>	<u>Total consolidé</u>
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1	6 694 637	7 294 062	1 303 576	8 597 638	7 827 573
Placements temporaires	2			189 452	189 452	284 977
Débiteurs (note 5)	3	6 375 671	11 785 724	1 072 338	12 765 354	7 072 449
Prêts (note 6)	4					
Placements à long terme (note 7)	5					
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	13 070 308	19 079 786	2 565 366	21 552 444	15 184 999
PASSIFS						
Découvert bancaire	10					
Emprunts temporaires	11	21 484	2 100 959		2 100 959	21 484
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	4 752 977	6 456 743	837 496	7 201 531	5 382 685
Revenus reportés (note 11)	13	107 468	95 130		95 130	107 468
Dette à long terme (note 12)	14	39 950 097	43 899 915	4 082 469	47 982 384	44 322 731
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15			161 527	161 527	157 009
	16	44 832 026	52 552 747	5 081 492	57 541 531	49 991 377
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(31 761 718)	(33 472 961)	(2 516 126)	(35 989 087)	(34 806 378)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	96 125 431	108 961 416	19 079 728	128 041 144	116 096 344
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	59 771	59 771		59 771	59 771
Stocks de fournitures	20			7 763	7 763	10 692
Autres actifs non financiers (note 15)	21	14 675	24 697	49 640	74 337	52 250
	22	96 199 877	109 045 884	19 137 131	128 183 015	116 219 057
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	2 134 823	3 318 302	661 571	3 979 873	2 575 697
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 642 218	1 914 058	805 002	2 719 060	2 437 080
Montant à pourvoir dans le futur	25	(15 412)		(78 823)	(78 823)	(129 921)
Financement des investissements en cours	26	1 268 631	781 512	235 996	1 017 508	1 448 080
Investissement net dans les éléments à long terme	27	59 407 899	69 559 051	14 997 259	84 556 310	75 081 743
	28	64 438 159	75 572 923	16 621 005	92 193 928	81 412 679

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 176 603	11 134 764	(362 714)	10 772 050
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	3 613 441	3 727 924	1 032 550	4 760 474
Autres					
-Ajust. dû aux quote-part	3	1		9 200	9 200
-Perte sur cession immo.	4	(28 188)	7 192	145	7 337
	5	5 761 857	14 869 880	679 181	15 549 061
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	172 555	(5 410 053)	(190 144)	(5 692 905)
Autres placements à long terme	8				
Autres actifs financiers	9				
Créditeurs et charges à payer	10	659 523	1 703 766	22 372	1 818 846
Revenus reportés	11	(74 876)	(12 338)		(12 338)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12			4 518	4 518
Propriétés destinées à la revente	13				
Stocks de fournitures	14	8 853		2 929	2 929
Autres actifs non financiers	15	19 040	(10 022)	(12 065)	(22 087)
	16	6 546 952	11 141 233	506 791	11 648 024
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (	6 166 695 ) (	16 640 301 ) (	145 088 ) (	16 785 389)
Produit de cession	18	230 100	69 200	3 577	72 777
	19	(5 936 595)	(16 571 101)	(141 511)	(16 712 612)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 () () () ()
Remboursement ou cession	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	1 698 977	6 682 208	30 617	6 712 825
Remboursement de la dette à long terme	24 (	2 772 975 ) (	2 774 716 ) (	320 782 ) (	3 095 498)
Variation nette des emprunts temporaires	25	10 573	2 079 475		2 079 475
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	29 294	42 326		42 326
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(1 034 131)	6 029 293	(290 165)	5 739 128
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(423 774)	599 425	75 115	674 540
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	7 118 411	6 694 637	1 417 913	8 112 550
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²					
	32	6 694 637	7 294 062	1 493 028	8 787 090

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Rémunération	1	5 637 277	6 239 800	5 976 273	2 292 755	8 269 028
Charges sociales	2	1 180 087	1 354 800	1 287 973	557 855	1 845 828
Biens et services	3	6 225 957	7 013 400	6 920 443	4 446 500	11 268 307
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 677 789	1 585 500	1 576 534	178 397	1 754 931
D'autres organismes municipaux	5	6 337	5 900	5 967		5 967
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	151 068	133 100	150 700		150 700
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	4 541	6 100	16 699	24 415	41 114
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	5 912 546	6 096 700	6 173 327		720 304
Autres	10	57 431	47 700	55 211		55 211
Autres organismes	11	383 530	428 700	452 252	17 317	469 569
Amortissement des immobilisations	12	3 613 441	3 610 200	3 727 924	1 032 550	4 760 474
Autres						
-	13	86 473	193 900	27 579		27 579
-	14					
-	15					
	16	24 936 477	26 715 800	26 370 882	8 549 789	29 369 012

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalisations	
		2010	2009
Revenus			
Taxes	1	21 219 643	19 830 823
Paiements tenant lieu de taxes	2	445 345	444 530
Quotes-parts	3	22 320	
Transferts	4	7 059 360	3 080 388
Services rendus	5	2 859 935	2 873 629
Imposition de droits	6	2 181 680	1 678 899
Amendes et pénalités	7	854 988	815 374
Intérêts	8	205 694	207 247
Autres revenus	9	5 292 097	686 435
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	40 141 062	29 617 325
Charges			
Administration générale	12	3 094 157	3 106 904
Sécurité publique	13	4 213 826	3 980 240
Transport	14	7 065 109	6 671 216
Hygiène du milieu	15	6 686 713	6 004 992
Santé et bien-être	16	224 770	190 851
Aménagement, urbanisme et développement	17	881 456	838 752
Loisirs et culture	18	5 250 269	4 903 409
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	1 952 712	2 068 610
	21	29 369 012	27 764 974
Excédent (déficit) de l'exercice	22	10 772 050	1 852 351
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	81 084 698	79 634 764
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24	337 180	(74 436)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	81 421 878	79 560 328
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	92 193 928	81 412 679

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalizations	
		2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 772 050	1 852 351
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(16 785 389)	(6 469 488)
Produit de cession	3	72 777	233 710
Amortissement	4	4 760 474	4 650 516
(Gain) perte sur cession	5	7 337	(26 591)
Réduction de valeur	6		
	7	(11 944 801)	(1 611 853)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	2 951	6 446
Variation des autres actifs non financiers	10	(22 024)	17 783
	11	(19 073)	24 229
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(1 191 824)	264 727
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(35 134 443)	(34 996 669)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14	337 180	(74 436)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(34 797 263)	(35 071 105)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(35 989 087)	(34 806 378)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	8 597 638	7 827 573
Placements temporaires	2	189 452	284 977
Débiteurs (note 5)	3	12 765 354	7 072 449
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>21 552 444</u>	<u>15 184 999</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	2 100 959	21 484
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	7 201 531	5 382 685
Revenus reportés (note 11)	13	95 130	107 468
Dette à long terme (note 12)	14	47 982 384	44 322 731
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	161 527	157 009
	16	<u>57 541 531</u>	<u>49 991 377</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(35 989 087)</u>	<u>(34 806 378)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	128 041 144	116 096 344
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	59 771	59 771
Stocks de fournitures	20	7 763	10 692
Autres actifs non financiers (note 15)	21	74 337	52 250
	22	<u>128 183 015</u>	<u>116 219 057</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>92 193 928</u>	<u>81 412 679</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 772 050	1 852 351
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 760 474	4 650 516
Autres			
-Ajust. dû au quote-part	3	9 200	(66 080)
-Perte sur cession immo	4	7 337	(26 591)
	5	15 549 061	6 410 196
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(5 692 905)	203 207
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	1 818 846	69 788
Revenus reportés	11	(12 338)	(74 876)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	4 518	39 447
Propriétés destinées à la revente	13		
Stocks de fournitures	14	2 929	6 472
Autres actifs non financiers	15	(22 087)	17 817
	16	11 648 024	6 672 051
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(16 785 389)	(6 469 488)
Produit de cession	18	72 777	233 710
	19	(16 712 612)	(6 235 778)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	6 712 825	1 748 294
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 095 498)	(3 105 926)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 079 475	10 573
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	42 326	29 294
Autres			
-	27		
-	28		
	29	5 739 128	(1 317 765)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	674 540	(881 492)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	8 112 550	8 994 042
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	8 787 090	8 112 550

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

1. Statut de l'organisme municipal

La ville de Mont-Saint-Hilaire est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ, c. C-19).

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes péri-municipaux suivants :

Régie intermunicipale du transport adapté de la vallée du Richelieu
Conseil intermunicipale de transport de la Vallée du Richelieu
Régie d'assainissement des eaux de la Vallée du Richelieu
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent
Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu

Les organismes péri-municipaux sont consolidés ligne par ligne.

B) Comptabilité d'exercice

La municipalité utilise la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf pour les intérêts sur la dette à long terme émise avant le 31 décembre 2000, selon laquelle les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Les revenus et dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
- Les transferts sont comptabilisés s'ils font l'objet d'un document officiel et selon le principe du rapprochement des revenus et des dépenses. Dans le cas des transferts conditionnels, ils sont comptabilisés lorsque la municipalité satisfait aux conditions édictées au programme de subvention concerné.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

C) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : taux de 2.5 % à 5 %

Bâtiments - édifices : taux de 2.5 %

Véhicules : taux de 5 % à 30 %

Machinerie, outillage et équipement : taux de 10 %

Ameublement et équipement de bureau : taux de 10 % à 20 %.

Améliorations locatives: taux de 4% à 5%

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Ce montant représente notre quote part des avantages sociaux futurs pour le régime à prestations déterminées de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Pour le déficit constaté initialement: Dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière des salairés participants;

Pour le coût relié aux services passés découlant de modification de régime de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

Les montants à pourvoir dans le futur correspondent aux charges consolidées comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée.

Ils sont créés aux fins suivantes suite à un choix exercé par la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent et amortis selon la durée indiquée ci-dessous par affectation à l'état des activités de fonctionnement à des fins fiscales.

H) Autres éléments

Estimations comptables:

Pour dresser les états financiers selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables

Voir note 18.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	2 915 889	2 143 424
Placements temporaires	2	189 451	284 977
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	844 765	1 107 909
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	6 402 488	4 228 260
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	3 344 134	475 221
Organismes municipaux	8	608 472	440 903
Autres			
- Services rendus, intérêts	9	1 122 000	493 868
- Mutations	10	443 495	326 288
	11	12 765 354	7 072 449
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	4 634 909	3 401 847
Organismes municipaux	13	130 031	140 434
Autres tiers	14		
	15	4 764 940	3 542 281
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	95 200	90 409
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 (161 527)	(157 009)
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ()	()
	27 <u>(161 527)</u>	<u>(157 009)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 232 190	234 734
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 440 611	389 932
Régimes de retraite des élus municipaux	32 6 621	12 525
	33 <u>679 422</u>	<u>637 191</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 4 105 889	3 027 772
Salaires et avantages sociaux	38 1 243 421	942 407
Dépôts et retenues de garantie	39 1 287 951	844 164
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Gouvernement du Qc	42 42 626	91 640
- Gouvernement du Canada	43 6 837	8 377
- Organismes municipaux	44 90 842	72 016
- Intérêts courus à payer	45 248 203	184 154
- Autres	46 175 762	212 155
	47 <u>7 201 531</u>	<u>5 382 685</u>

Note

11. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	
Autres		
-	50 95 130	107 468
-	51	
	52 <u>95 130</u>	<u>107 468</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	4,55	2011	2030	53	45 420 038	42 179 538
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,62	6,05	2011	2026	55	2 211 846	2 375 184
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,44	8,36	2011	2035	57	677 661	137 496
Autres					58		
					59	48 309 545	44 692 218
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(327 161)	(369 487)
					61	47 982 384	44 322 731

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010					
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres						
2011	62	221 250	70	2 979 800	78	81 653	87	166 820	95	3 449 523
2012	63	202 394	71	2 925 800	79	75 200	88	173 762	96	3 377 156
2013	64	197 532	72	2 943 000	80	63 572	89	181 027	97	3 385 131
2014	65	205 816	73	2 948 000	81	51 936	90	195 858	98	3 401 610
2015	66	205 532	74	3 039 000	82	40 259	91	204 970	99	3 489 761
2016 et +	67	2 948 914	75	26 603 000	83	814 175	92	1 289 409	100	31 655 498
	68	3 981 438	76	41 438 600	84	1 126 795	93	2 211 846	101	48 758 679
Intérêts et frais accessoires					85	(449 134)			102	(449 134)
	69	3 981 438	77	41 438 600	86	677 661	94	2 211 846	103	48 309 545

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104	21 315 443	132	4 147 190	159		186	25 462 633
Eaux usées	105	30 320 958	133	3 288 236	160		187	33 609 194
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	65 215 112	134	5 476 716	161		188	70 691 828
Autres	107	8 953 657	135	2 095 127	162	32 747	189	11 016 037
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	16 395 741	137	1 521 737	164		191	17 917 478
Améliorations locatives	110	733 394	138	588	165		192	733 982
Véhicules	111	3 739 032	139	623 401	166	13 463	193	4 348 970
Ameublement et équipement de bureau	112	2 926 167	140	456 974	167	105 943	194	3 277 198
Machinerie, outillage et équipement divers	113	5 162 029	141	172 851	168	3 583	195	5 331 297
Terrains	114	1 490 099	142	1 199	169		196	1 491 298
Autres	115		143		170		197	
	116	<u>156 251 632</u>	144	<u>17 784 019</u>	171	<u>155 736</u>	198	<u>173 879 915</u>
Immobilisations en cours	117	<u>1 320 311</u>	145	<u>(998 630)</u>	172		199	<u>321 681</u>
	118	<u>157 571 943</u>	146	<u>16 785 389</u>	173	<u>155 736</u>	200	<u>174 201 596</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119	7 965 365	147	516 286	174		201	8 481 651
Eaux usées	120	6 563 187	148	745 754	175		202	7 308 941
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	13 904 311	149	1 794 772	176		203	15 699 083
Autres	122	1 673 178	150	404 496	177	18 786	204	2 058 888
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	4 411 934	152	385 378	179		206	4 797 312
Améliorations locatives	125	182 798	153	45 900	180		207	228 698
Véhicules	126	2 257 827	154	235 229	181	9 741	208	2 483 315
Ameublement et équipement de bureau	127	1 656 685	155	231 110	182	43 512	209	1 844 283
Machinerie, outillage et équipement divers	128	2 860 314	156	401 549	183	3 582	210	3 258 281
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>41 475 599</u>	158	<u>4 760 474</u>	185	<u>75 621</u>	212	<u>46 160 452</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>116 096 344</u>					213	<u>128 041 144</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214	276 064	217	616 179	219	13 463	221	878 780
Amortissement cumulé	215	(175 810)	218	(70 229)	220	(9 741)	222	(236 298)
Valeur comptable nette	216	<u>100 254</u>					223	<u>642 482</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224		
Immeubles industriels municipaux	225		
Autres	226	59 771	59 771
	227	59 771	59 771
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	59 771	59 771

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	55 007	38 799
Frais reportés			
-	231	19 330	13 451
-	232		
	233	74 337	52 250

Note**16. Engagements contractuels**

La municipalité s'est engagée, d'après des contrats de location, d'entretien, de transport, de déneigement, d'enlèvement des ordures, une entente de service pour la gestion, l'entretien et la réparation du parc de véhicules, et des ententes de contribution financière, échéant jusqu'en 2028, à verser une somme totale de 7 434 512\$ durant cette période.

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit:

2011	: 3 346 434\$
2012	: 1 412 541\$
2013	: 1 326 077\$
2014	: 751 073\$
2015	: 58 339\$
2016 à 2028	: 540 048\$

La quote-part de la ville dans différents organismes (AMT, CMM et MRC) est de 842 991\$ pour l'exercice 2011.

La quote-part des engagements avec les organismes contrôlés par la municipalité est de 203 850\$ pour les années futures.

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La ville de Mont-Saint-Hilaire s'est portée garante d'un prêt hypothécaire consenti au Centre de la petite enfance "Roule ta pomme inc."

Ce prêt hypothécaire s'élève à 343 243\$ au 31 décembre 2010.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

En vertu de la Convention Village de la gare, phase VIII, secteur Chapleau, la ville s'est portée garante d'une quote-part des travaux payables par les bénéficiaires, au promoteur si ceux-ci n'ont pas remboursés leur quote-part à l'échéance d'un délai de 10 ans de la date de la signature de la convention (20 décembre 2005) pour un montant estimé à 30 822\$.

b) Auto-assurance

La régie de police Richelieu-Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

c) Poursuites

Des poursuites judiciaires ont été intentées contre la ville pour un montant total d'environ un million deux cent milles dollars (1 200 000\$). La ville est couverte par ses assurances pour une partie des poursuites réclamées. A ce stade-ci, il est impossible de préciser le montant et la part que la ville aura à assumer.

La ville de Mont-Saint-Hilaire croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux.

Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

Eventualités (CITVR):

L'AMT facture actuellement le C.I.T.V.R. pour un litige (entre le CN et l'AMT-5ième départ train de banlieu) ainsi que des ajouts de services du train de banlieu (janvier 2009). Notre quote-part en date du 21 avril 2011 est de 1 141 191\$. Aucune somme n'a été comptabilisée comme dépense dans les états financiers suite aux directives de la direction et du conseil d'administration de la C.I.T.V.R.

Le conseil d'administration du C.I.T.V.R. n'a pas encore comptabilisé ses sommes comme dépense aux états financiers puisqu'il est en désaccord pour défrayer les coûts du litige ainsi que les ajouts de service au train de banlieu. Au 31 décembre 2010, un montant de 267 638\$ est comptabilisé aux livres au titre d'affectation.

d) Autres

BAIL EMPHYTHÉOTIQUE

La municipalité a transféré l'usage de certains actifs en contractant un bail emphythéotique.

Les principales clauses de ces baux sont:

SOCIÉTÉ DE GESTION C.R.L.INC. - Terrain vacant lot 1 819 611 (550 rue Jolliet)

Date d'échéance du bail: 2077-04-01

Clauses:

Le preneur a construit un édifice (centre de sports).

À l'expiration du bail, le bailleur reprend possession des lieux sans charge.

FONDATION USHKET-ANDRÉ MICHEL - Terrain et bâtiment 510 Montée des Trente

Date d'échéance du bail: 2047-03-30

Clauses:

Le preneur a construit des bâtiments.

À l'expiration du bail, le bailleur reprend possession des lieux sans charge.

Le preneur et le bailleur peuvent renouveler le contrat.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CENTRE DE LA PETITE ENFANCE ROULE TA POMME INC. - Terrain vacant lot 1 816 248

Date d'échéance du bail: 2048-11-09

Clauses:

Le preneur a érigé un centre de la petite enfance de 80 places aux fins d'un service de garde.

À l'expiration du bail, le bailleur reprend possession des lieux sans charge.

Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents se composent des fonds en caisse, des soldes bancaires et des placements dans des instruments du marché monétaire.

Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeur de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs et frais courus correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Les justes valeurs des éléments de la dette à long terme sont déterminées au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché à la société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Ces justes valeurs correspondent sensiblement à leurs valeurs comptables.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la municipalité a corrigé la comptabilisation des revenus provenant des droits des sablières. Suite à l'application de cette correction, l'excédent de 2009 à l'état des résultats détaillés a augmenté de 337 800 \$. Au 1er janvier 2010, les postes suivants ont augmentés à l'état de la situation financière : le passif a diminué de 337 800 \$, l'excédent accumulé ainsi que la dette nette ont augmenté du même montant.

De plus, il existe un écart de 9 199\$ entre l'excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice 2009 et l'Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice 2010. Cet écart provient d'une inexactitude du rapport financier de la Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu (RIEVR). La RIEVR a constaté le remboursement des quotes-parts comme un redressement, alors que les normes comptables canadiennes pour le secteur public exigent que les remboursements des quotes-parts soient comptabilisés contre les revenus de quote-part de l'exercice courant.

19. Données budgétaires

Les chiffres présentés dans la colonne budget n'ont pas été audités et ne sont pas couverts par le rapport de l'auditeur indépendant.

20. Emprunt temporaire

La municipalité dispose d'une marge de crédit autorisée de 22 305 700\$ remboursable à demande et portant intérêts au taux de 3.00%.

Au 31 décembre 2010, un montant de 2 100 959\$ était utilisé.

Les organismes consolidés disposent aussi de facilité de crédit à demande auprès de leur institution financière. Au 31 décembre 2010, le solde utilisé s'élève à 0\$.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 979 873	2 575 697
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	2 719 060	2 437 080
Montant à pourvoir dans le futur	3 (	78 823 ) (	129 921)
Financement des investissements en cours	4	1 017 508	1 448 080
Investissement net dans les éléments à long terme	5	84 556 310	75 081 743
	6	92 193 928	81 412 679

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- Engagements	7	129 885	73 211
- Hon.prof., études, réfection	8	17 491	18 141
- Réaménagement locaux	9	61 555	93 659
- Affec. pour exercice suivant	10		78 200
- Quote-part CITVR	11	374 668	370 620
- Quote-part RAEVR	12	92 596	48 627
- Quote-part RIPRSL	13	59 848	98 686
	14	736 043	781 144
Réserves financières			
- Reglement 1112	15	50 000	
- CITVR	16	231 157	220 211
-	17		
-	18		
-	19		
	20	281 157	220 211
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21	519 801	645 379
Fonds parcs et terrains de jeux	22	156 798	155 951
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	736 407	337 180
Société québécoise d'assainissement des eaux	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	61 960	45 292
Fonds d'amortissement	26	16 081	15 929
Financement des activités de fonctionnement	27	210 813	208 618
Autres			
-	28		27 376
-	29		
-	30		
-	31		
	32	1 701 860	1 435 725
	33	2 719 060	2 437 080

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	35 (157) ()	(15 963)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 (108 434) ()	(113 958)
Régimes non capitalisés	37 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 ((29 768)) ()	()
Autres	39 () ()	()
Régimes non capitalisés	40 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ()	()
Autres		
-	42 () ()	()
-	43 () ()	()
	44 (78 823) ()	(129 921)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45 2 958 044	1 465 239
Investissements à financer	46 (1 940 536) ()	(17 159)
	47 1 017 508	1 448 080
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 128 041 144	116 096 344
Propriétés destinées à la revente	49 59 771	59 771
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 128 100 915	116 156 115
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 47 982 384	44 322 731
Frais reportés liés à la dette à long terme	55 327 161	369 487
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (4 764 940) ()	(3 542 281)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () ()	()
	58 43 544 605	41 149 937
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	(75 565)
	60 43 544 605	41 074 372
	61 84 556 310	75 081 743

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (157 332)	(117 562)
Charge de l'exercice	5 (232 190)	(234 734)
Cotisations versées par l'employeur	6 227 995	195 287
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(161 527)</u>	<u>(157 009)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 4 913 380	3 862 105
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (5 333 840)	(4 110 670)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (420 460)	(248 565)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 258 933	91 556
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (161 527)	(157 009)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(161 527)</u>	<u>(157 009)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 4 913 379	3 862 105
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (5 333 840)	(4 110 670)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (420 461)	(248 565)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 054 470	478 137
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>1 054 470</u>	<u>478 137</u>
Cotisations salariales des employés	22 (823 744)	(285 966)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (29 768)	()
	24 200 958	192 171
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 6 832	10 324
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	27
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	28	29
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	30	31
Variation de la provision pour moins-value	32	33
Autres	34	35
-	36	37
-	38	39
Charge de l'exercice excluant les intérêts	40 <u>207 790</u>	<u>202 495</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	41 295 923	250 415
Rendement espéré des actifs	42 (271 523)	(218 176)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	43 24 400	32 239
Charge de l'exercice	44 <u>232 190</u>	<u>234 734</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 97 502	177 073
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (271 523)	(218 176)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (174 021)	(41 103)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	100 322
Prestations versées au cours de l'exercice	41 135 664	90 874
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 5 065 830	3 788 568
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Règlement 861 concernant la création d'un REER collectif des employés de la ville de Mont-Saint-Hilaire avec participation de l'employeur.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>440 611</u>	<u>389 932</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>5</u>	<u>10</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>1 965</u>	<u>3 717</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	6 621	12 525
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>6 621</u>	<u>12 525</u>
98	<u>6 621</u>	<u>12 525</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	48 309 545
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 940 536
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	161 527
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	16 080
Débiteurs	9	4 764 940
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 730 700
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	43 899 888
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	183 696
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	44 083 584
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	44 083 584
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	15 865 100	16 064 500	15 211 024
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	15 865 100	16 064 500	15 211 024
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 976 600	2 014 414	1 944 416
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	1 169 800	1 179 913	1 150 742
Matières résiduelles	13	1 569 800	1 578 503	996 544
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		66 520	
Service de la dette	18	390 300	382 313	528 097
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	5 106 500	5 221 663	4 619 799
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	5 106 500	5 221 663	4 619 799
	26	20 971 600	21 286 163	19 830 823

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	7 600	7 243	7 864
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	7 600	7 243	7 864
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	25 400	25 325	25 325
Cégeps et universités	33	134 500	136 302	134 181
Écoles primaires et secondaires	34	273 900	272 874	273 674
	35	433 800	434 501	433 180
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	441 400	441 744	441 044
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	3 400	3 601	3 486
	51	3 400	3 601	3 486
	52	444 800	445 345	444 530

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	1 000	926	926
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	122 200	122 213	143 170
Enlèvement de la neige	59	27 500	33 347	27 947
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		12 490	581 595
Transport adapté	62		87 682	68 899
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	110 000	119 156	118 485
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	36 000	64 263	18 576
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	300	392	1 557
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	19 600	25 196	20 996
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	82 900	82 242	83 415
Autres	89	37 000	26 000	32 000
Réseau d'électricité	90			
	91	436 500	486 225	1 096 640

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93		1 761	
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	975 000		342 000
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	730 000	3 550 385	618 354
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	585 000	922 575	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	1 483 000	1 112 870	850 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	3 773 000	5 585 830	1 810 354

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	268 800	295 039	295 039
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	268 800	295 039	295 039
TOTAL DES TRANSFERTS	140	4 478 300	6 367 094	7 059 360
				3 080 388

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141	420 800	408 149	334 875
Évaluation	142			
Autres	143		8 042	
	144	420 800	408 149	334 875
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	16 200	2 563	12 404
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	16 200	2 563	12 404
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150	13 800	39 548	30 949
Enlèvement de la neige	151	25 500	5 150	6 504
Autres	152			
Transport collectif	153		2 400	22 405
Autres	154		4 345	49 744
	155	39 300	47 098	109 602
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			28 430
Réseau de distribution de l'eau potable	157	88 100	73 203	74 960
Traitement des eaux usées	158	8 700	8 168	9 046
Réseaux d'égout	159	1 000	213	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166	30 000		
Autres	167			
	168	127 800	81 584	112 436
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	1 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	178	81 200	92 082	90 602
Autres	179			
	180	82 200	92 082	90 602
Réseau d'électricité	181			
	182	686 300	631 476	659 919

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	46 700	62 854	56 128
Sécurité publique	184	12 800	27 187	96 879
Transport				
Réseau routier	185	80 400	109 784	144 080
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186		1 026 680	1 141 726
Transport adapté	187		29 270	28 656
Transport scolaire	188			
Autres	189		81 263	71 841
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	122 400	40 577	49 441
Santé et bien-être	192		12 253	12 253
Aménagement, urbanisme et développement	193	13 400	12 468	9 381
Loisirs et culture	194	673 300	628 156	615 578
Réseau d'électricité	195			
	196	949 000	893 279	2 213 710
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	1 635 300	1 524 755	2 873 629
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	94 100	108 000	102 485
Droits de mutation immobilière	199	1 043 600	1 656 956	1 179 732
Droits sur les carrières et sablières	200	49 400	416 724	396 682
Autres	201			
	202	1 187 100	2 181 680	1 678 899
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	207 300	408 538	815 374
INTÉRÊTS	204	141 300	189 490	207 247
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(7 192)	26 591
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	1 517 000	4 879 367	422 353
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	2 600	230 406	237 491
	212	1 519 600	5 102 581	686 435

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2010	Réalizations 2010		Total	Réalizations 2010	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	331 700	347 481	3 660	351 141	351 141	319 558
Application de la loi	2	430 900	396 106	6 046	402 152	402 152	398 896
Gestion financière et administrative	3	1 078 300	1 044 429	26 955	1 071 384	1 071 384	1 046 318
Greffe	4	406 300	396 240	6 852	403 092	403 092	569 377
Évaluation	5	223 800	224 138		224 138	224 138	198 252
Gestion du personnel	6						
Autres	7	704 100	614 944	27 306	642 250	642 250	574 503
	8	3 175 100	3 023 338	70 819	3 094 157	3 094 157	3 106 904
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	2 626 400	2 679 673		2 679 673	3 149 908	2 983 374
Sécurité incendie	10	882 300	914 956	96 472	1 011 428	1 011 428	952 489
Sécurité civile	11	15 900	15 572	1 468	17 040	17 040	12 401
Autres	12	33 100	35 450		35 450	35 450	31 976
	13	3 557 700	3 645 651	97 940	3 743 591	4 213 826	3 980 240
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 388 900	1 397 855	992 031	2 389 886	2 389 887	2 127 480
Enlèvement de la neige	15	876 100	720 365	18 692	739 057	739 057	761 839
Éclairage des rues	16	158 200	154 875	336 137	491 012	491 012	467 319
Circulation et stationnement	17	118 200	109 710	7 804	117 514	117 514	120 633
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 333 300	1 344 861	14 950	1 359 811	3 327 639	3 193 945
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	3 874 700	3 727 666	1 369 614	5 097 280	7 065 109	6 671 216

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 054 400	1 063 948		1 063 948	914 295	813 633
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 228 600	1 148 779	552 959	1 701 738	1 701 738	1 517 953
Traitement des eaux usées	25	712 400	712 347		712 347	1 219 254	1 160 272
Réseaux d'égout	26	344 100	307 509	776 652	1 084 161	1 084 161	982 253
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	472 700	430 428	3 281	433 709	433 709	381 610
Élimination	28	387 900	379 464		379 464	379 464	324 295
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	512 500	537 087		537 087	537 087	543 466
Tri et conditionnement	30	242 700	258 908		258 908	258 908	106 161
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	86 300	91 468		91 468	91 468	92 934
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	117 600	57 038		57 038	57 038	58 575
Autres	39	8 300	9 591		9 591	9 591	23 840
	40	5 167 500	4 996 567	1 332 892	6 329 459	6 686 713	6 004 992
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	196 000	197 973		197 973	197 973	188 867
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	500	26 797		26 797	26 797	1 984
	44	196 500	224 770		224 770	224 770	190 851
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	711 900	788 757	17 593	806 350	806 350	764 528
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	73 600	75 106		75 106	75 106	74 224
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	785 500	863 863	17 593	881 456	881 456	838 752

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	658 800	599 797	130 444	730 241	730 241	682 011
Patinoires intérieures et extérieures	54	373 400	354 636		354 636	354 636	314 342
Piscines, plages et ports de plaisance	55	924 800	920 201	125 473	1 045 674	1 045 674	954 346
Parcs et terrains de jeux	56	1 412 800	1 314 234	489 410	1 803 644	1 803 644	1 640 952
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	137 200	130 000		130 000	130 000	150 864
	60	3 507 000	3 318 868	745 327	4 064 195	4 064 195	3 742 515
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	193 700	168 204	32 779	200 983	200 983	188 969
Bibliothèques	62	612 900	601 534	60 960	662 494	662 494	639 241
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	148 300	163 423		163 423	163 423	145 108
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	156 100	159 174		159 174	159 174	187 576
	66	1 111 000	1 092 335	93 739	1 186 074	1 186 074	1 160 894
	67	4 618 000	4 411 203	839 066	5 250 269	5 250 269	4 903 409
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 580 100	1 599 691		1 599 691	1 778 088	1 897 820
Autres frais	70	144 400	133 510		133 510	133 510	134 010
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					24 400	32 239
Autres	72	6 100	16 699		16 699	16 714	4 541
	73	1 730 600	1 749 900		1 749 900	1 952 712	2 068 610
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74	3 610 200	3 727 924	(3 727 924)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Ville de Mont-Saint-Hilaire (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Comptables Agréés

Par: Robert Brunelle, CA auditeur
Montréal

DATE 2011-05-30

Dernière modification avant dépôt : 2011-05-30 14:05:37

Dernière modification : 2011-05-30 14:05:37

Réservé au ministère

92 193 928	10 772 050	19 737 656	1,0774
------------	------------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	21 286 163
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	_____
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	_____
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	_____
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	_____
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____
Revenus de taxes	11	21 286 163

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	21 286 163
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>21 286 163</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 481 987		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	66 520		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>1 548 507</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>19 737 656</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>1 807 500 100</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>1 856 524 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 832 012 350</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>19 737 656</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 832 012 350</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="4"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 528 800	4 150 614	408 908
Usines de traitement de l'eau potable	2		19 017	
Usines et bassins d'épuration	3		12 462	
Conduites d'égout	4	1 677 800	3 303 142	492 865
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 955 400	3 773 560	1 119 126
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Système d'éclairage des rues	8	215 000	442 029	40 174
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	3 389 000	1 997 583	2 023 337
Autres infrastructures	11		1 286 247	106 031
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 027 000	551 116	1 535 706
Édifices communautaires et récréatifs	14	280 000		588
Améliorations locatives	15			70 252
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		592 224	182 075
Ameublement et équipement de bureau	18	294 000	428 338	318 462
Machinerie, outillage et équipement divers	19	210 000	114 249	80 858
Terrains	20	225 000	1 199	91 694
Autres	21			
	22	12 802 000	16 640 301	6 469 488

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		3 724 889	340 709
Usines de traitement de l'eau potable	24		19 017	
Usines et bassins d'épuration	25		12 462	
Conduites d'égout	26		1 884 832	329 874
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		425 725	68 199
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30		1 418 310	162 991
	31		7 453 756	901 773

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	42 179 538	24	6 100 000	47	2 859 500	70	45 420 038
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	2 375 184	26		49	163 338	72	2 211 846
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	137 496	28	612 825	51	72 660	74	677 661
Autres	6		29		52		75	
	7	44 692 218	30	6 712 825	53	3 095 498	76	48 309 545
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9	15 929	32	5 170	55	5 019	78	16 080
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	4 686 257	33	100 536	56	264 853	79	4 521 940
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	36 447 751	34	4 875 039	57	2 316 205	80	39 006 585
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	41 149 937	36	4 980 745	59	2 586 077	82	43 544 605
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	3 401 847	37	1 737 250	60	504 188	83	4 634 909
Organismes municipaux	15	140 434	38		61	10 403	84	130 031
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18	3 542 281	41	1 737 250	64	514 591	87	4 764 940
Prêts	19		42		65		88	
	20	3 542 281	43	1 737 250	66	514 591	89	4 764 940
	21	44 692 218	44	6 717 995	67	3 100 668	90	48 309 545
Déduire								
Dettes en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	44 692 218	46	6 717 995	69	3 100 668	92	48 309 545

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	134 600	148 533	148 532	134 424
Sécurité publique					
Police	4	2 626 400	2 679 672	23 203	61 977
Sécurité incendie	5	3 000	2 619	2 619	5 751
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	1 128 200	1 121 912	9 579	
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 766 800	1 776 295	92 075	13 391
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14	7 100	7 100	7 100	7 000
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	196 000	197 973	197 973	188 867
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	117 300	121 923	121 923	113 002
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	32 700	32 700	32 700	32 300
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	84 600	84 600	84 600	80 000
Réseau d'électricité					
	24				
	25	6 096 700	6 173 327	720 304	636 712

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	22,00	11	33,75	18	1 722 451	28	373 214	38	2 095 665
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	54,98	13	33,75	20	2 132 984	30	462 167	40	2 595 151
Cols bleus	4	35,54	14	40	21	1 656 835	31	358 997	41	2 015 832
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6	4,79	16	40	23	336 932	33	73 005	43	409 937
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	117,31			25	5 849 202	35	1 267 383	45	7 116 585
Élus	9	7,00			26	127 071	36	20 590	46	147 661
	10	124,31			27	5 976 273	37	1 287 973	47	7 264 246

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	396 106	27	6 046	53	402 152	79	408 149	105	(5 997)	131	
Évaluation	2	224 138	28		54	224 138	80		106	224 138	132	
Autres	3	2 403 094	29	64 773	55	2 467 867	81	62 854	107	2 405 013	133	3 235
	4	3 023 338	30	70 819	56	3 094 157	82	471 003	108	2 623 154	134	3 235
Sécurité publique												
Police	5	2 679 673	31		57	2 679 673	83		109	2 679 673	135	
Sécurité incendie	6	914 956	32	96 472	58	1 011 428	84	29 750	110	981 678	136	
Sécurité civile	7	15 572	33	1 468	59	17 040	85		111	17 040	137	
Autres	8	35 450	34		60	35 450	86		112	35 450	138	
	9	3 645 651	35	97 940	61	3 743 591	87	29 750	113	3 713 841	139	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	1 397 855	36	992 031	62	2 389 886	88	136 750	114	2 253 136	140	509 880
Enlèvement de la neige	11	720 365	37	18 692	63	739 057	89	17 732	115	721 325	141	
Autres	12	264 585	38	343 941	64	608 526	90		116	608 526	142	
Transport collectif	13	1 344 861	39	14 950	65	1 359 811	91	2 400	117	1 357 411	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	3 727 666	41	1 369 614	67	5 097 280	93	156 882	119	4 940 398	145	509 880
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 063 948	42		68	1 063 948	94		120	1 063 948	146	
Traitement des eaux usées	17	1 148 779	43	552 959	69	1 701 738	95	82 144	121	1 619 594	147	248 081
Réseaux d'égout	18	712 347	44		70	712 347	96	8 168	122	704 179	148	119 935
Autres	19	307 509	45	776 652	71	1 084 161	97	9 712	123	1 074 449	149	328 386
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	809 892	46	3 281	72	813 173	98	22 137	124	791 036	150	
Matières recyclables	21	887 463	47		73	887 463	99		125	887 463	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	57 038	50		76	57 038	102		128	57 038	154	
Autres	25	9 591	51		77	9 591	103		129	9 591	155	
	26	4 996 567	52	1 332 892	78	6 329 459	104	122 161	130	6 207 298	156	696 402

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations	=	Charges		Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
		+				-					
Santé et bien-être											
Logement social	157	197 973	172	187	197 973	202	217	197 973	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159	26 797	174	189	26 797	204	12 253	219	14 544	234	3 599
	160	224 770	175	190	224 770	205	12 253	220	212 517	235	3 599
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	788 757	176	17 593	806 350	206	12 468	221	793 882	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	75 106	178	193	75 106	208	223	75 106	238		
Autres	164		179	194		209	224		239		
	165	863 863	180	17 593	881 456	210	12 468	225	868 988	240	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	3 318 868	181	745 327	4 064 195	211	569 716	226	3 494 479	241	495 793
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	601 534	182	60 960	662 494	212	150 174	227	512 320	242	20 328
Autres	168	490 801	183	32 779	523 580	213	348	228	523 232	243	20 663
	169	4 411 203	184	839 066	5 250 269	214	720 238	229	4 530 031	244	536 784
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	20 893 058	186	3 727 924	24 620 982	216	1 524 755	231	23 096 227	246	1 749 900

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	16 616 503	6 159 081
Frais de financement	4	23 798	7 614
Autres	5		
	6	16 640 301	6 166 695

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 134 823	2 844 887
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 134 823	2 844 887
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 690 173	883 033
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(100 000)	(11 489)
Activités d'investissement	6	(210 210)	(1 195 664)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(201 314)	(394 989)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9	4 830	9 045
	10	1 183 479	(710 064)
Solde à la fin de l'exercice	11	3 318 302	2 134 823
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	1 305 038	1 367 261
Redressement aux exercices antérieurs	13	337 180	2
Solde redressé au début de l'exercice	14	1 642 218	1 367 263
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	411 075	382 320
Activités d'investissement	16	(358 255)	(524 897)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	201 314	394 989
Financement des investissements en cours	18	17 706	22 543
	19	271 840	274 955
Solde à la fin de l'exercice	20	1 914 058	1 642 218

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pourvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 (15 412)	(16 883)
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 (15 412)	(16 883)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice	31 15 412	1 471
	32 15 412	1 471
Solde à la fin de l'exercice	33 ()	(15 412)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 1 268 631	1 581 213
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36 1 268 631	1 581 213
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 (464 583)	(280 994)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38 (4 830)	(9 045)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39 (17 706)	(22 543)
	40 (487 119)	(312 582)
	41 (487 119)	(312 582)
Solde à la fin de l'exercice	42 781 512	1 268 631
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 59 407 899	56 485 078
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 59 407 899	56 485 078
Variation de l'exercice	46 10 151 152	2 922 821
Solde à la fin de l'exercice	47 69 559 051	59 407 899

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 200 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 200 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 200 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre			
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1 40 557	2	3	25 4	16 643	5	6	7	57 225	
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14			
	15	40 557	16	17	25 18	16 643	19	20	21	57 225

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

	Par unité de logement	
Eau	1	|2|3|2| , |0|0| \$
Égout	2	| | | | , | | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | | \$
Traitement des eaux usées	4	|1|5|1| , |0|0| \$
Matières résiduelles	5	|2|2|7| , |0|0| \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe piscine intérieure et extérieure	40,0000	4	
Taxe excédent de consommation d'eau pour commerce, industrie, exploitation agricole enregistrée			
85 000 gallons et plus	2,4200	7	du 1 000 gallons
Taxe excédent de consommation d'eau pour commerce, industrie, exploitation agricole enregistrée			
200 000 gallons et plus	1,8200	7	du 1 000 gallons
Taxe de réprstitions locales		7	selon les règlements

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	86 500	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 100 Centre-Civique
 (no) (rue)
Mont-Saint-Hilaire J3H 3M8
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 467-2854
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 467-6460
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@villemsh.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Carmel Contant CA

Téléphone (450) 467-2854
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 467-6460
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel c.contant@villemsh.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Moreau, Boisselle, Brunelle & associés

Titre comptables agés

Adresse 4510 Avenue Papineau
 (no) (rue)
Montréal H2H 2V1
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 521-4077
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 521-4986
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel rarbour@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Brunelle CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)

 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-05-30 14:05:37

Dernière modification : 2011-05-30 14:05:37

Réservé au ministère

92 193 928

10 772 050

19 737 656

1,0774

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Mont-Saint-Hilaire pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 10 772 050 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 19 737 656 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-05-30 14:05:37

Dernière modification : 2011-05-30 14:05:37

Réservé au ministère

92 193 928	10 772 050	19 737 656	1,0774
------------	------------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 500 000 D) 1,4444

- A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)
- B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)
- C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)
- D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)